

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°36-2026-semaine du 12 octobre 2026

En bref

- ❖ **Inde** : Augmentation des coûts d'emprunt à court terme du gouvernement indien ;
- ❖ **Pakistan** : Le gouvernement espère tirer 1 Md USD des privatisations cette année ;
- ❖ **Bangladesh** : Le FMI abaisse de nouveau sa prévision de croissance à 3,2 % pour l'année fiscale 2026-27 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Une émission obligataire pouvant atteindre 300 M USD sera ouverte à la diaspora ;
- ❖ **Maldives** : Moody's relève la note souveraine mais souligne la persistance des fragilités budgétaires ;
- ❖ **Bhoutan** : Une progression encourageante des engagements en IDE.

À RETENIR

5,54%

Le taux d'inflation indien en septembre en
g.a.

Actualité macroéconomique

Accélération de l'inflation en septembre

Selon les données officielles publiées, l'inflation des prix à la consommation en Inde (IPC) s'est accélérée à 5,54 % en septembre 2026, contre 4,83 % en août, sous l'effet d'une forte hausse des prix alimentaire - ayant bondi à 7,74%, contre 5,97% le mois précédent - marquant un plus haut depuis près de deux ans, et un sommet au sein de la série 2026. Ainsi, l'inflation dépasse désormais depuis quatre mois consécutifs l'objectif de moyen terme de 4 % fixé par la Banque centrale indienne (Reserve Bank of India, RBI).

Dans le détail, l'inflation s'est établie à 6,08 % en septembre dans les zones rurales, contre 5,24 % en août. Dans les zones urbaines, elle a atteint 4,88 %, contre 4,31 % le mois précédent. L'inflation des produits alimentaires et des boissons s'est établie à 7,36 % en septembre, avec 7,71 % en milieu rural et 6,75 % en milieu urbain. Les prix des grossistes en Inde ont également augmenté de 11,39 % sur un an en septembre, contre 9,92 % en août.

Néanmoins, il convient de noter que la méthodologie a été révisée cette année en changeant l'année de base de calcul de son indice des prix à la consommation, de 2012 à 2024, et actualisé les composants du panier de consommation afin de mieux refléter l'évolution des dépenses des ménages.

Pour rappel, les données de septembre s'inscrivent dans un contexte de mousson d'été déficitaire et de conditions liées au phénomène El Niño, alimentant les inquiétudes concernant la production agricole et exerçant une pression sur les prix alimentaires. Dans ce contexte la RBI a relevé sa prévision d'inflation pour l'exercice budgétaire 2026-27 à 5,2 %, contre 5 % précédemment, invoquant la hausse des prix du pétrole brut, le niveau élevé des prix alimentaires et l'impact de la dépréciation de la roupie sur l'inflation importée.

[The Economic Times](#)

Augmentation des coûts d'emprunt à court terme du gouvernement indien

Lors d'une adjudication de bons du Trésor ce mercredi, le gouvernement a émis des titres à 182 et 364 jours à des rendements limites respectifs de 6,29% et 6,49%, soit leur niveau le plus élevés depuis environ 18 mois, et une hausse de plus de 20 points de base par rapport à leur niveau de la semaine précédente.

Comparativement au taux directeur, désormais à 5,5%, l'écart avec les rendements à court terme se creuse désormais à 79 points de base (pour les titres de six mois) et près de 100 points de base (pour ceux à un an), soit les plus hauts niveaux observés depuis 2022.

Par ailleurs, les rendements à court terme augmentent plus rapidement que ceux à moyen et long terme puisqu'au cours des deux dernières semaines, le rendement à un an a augmenté de 31 points de base, tandis que les rendements à cinq et dix ans ont progressé respectivement de 26 et 20 points de base.

Les experts de l'écosystème financier indien pointent l'orientation restrictive de la politique monétaire, l'augmentation de l'inflation, et un contexte géopolitique en tension, comme raisons principales de cette hausse. A noter, que cette dernière reflète l'anticipation des investisseurs d'un resserrement futur supplémentaire de la politique monétaire. A noter que si ces niveaux de rendement persistent, ils pourraient accroître progressivement le coût du service de la dette publique.

[Reuters](#)

Actualité sectorielle

Le groupe indien ReNew décroche un financement de 100 M USD de la banque de développement néerlandaise (FMO)

Créée en 2011 et listée au Nasdaq depuis 2021, cette entreprise produit environ 1,9% de l'électricité indienne et aspire à devenir un leader mondial de la décarbonation. Ses activités sont vastes et couvrent l'intégralité de la chaîne de valeur (CDV) de la filière renouvelable : elle construit des modules et des cellules solaires (capacités de production de respectivement 6,4 GW et 2,5 GW), elle dispose d'un important parc d'infrastructures d'énergies renouvelables (capacité de production de 12,5 GW, composée de solaire, d'éolien et d'hydroélectrique), elle commercialise des solutions de stockage d'électricité (100 MW/250 MWh de capacité de Battery Energy Storage System — BESS) et elle construit des lignes électriques à haute tension (capacité installée de 1500 MVA). ReNew mène actuellement plusieurs chantiers : elle étend son parc solaire (+4 GW) et construit une unité de fabrication de wafers d'une puissance de 6,5 GW — une première en Inde, qui dépend aujourd'hui quasi exclusivement de la Chine sur ce segment.

Accordé le 13 octobre 2026, le financement consiste en une facilité de crédit sur 10 ans accordée à la filiale solaire de l'entreprise. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative 2X Challenge, un programme mondial de promotion de la place des femmes en entreprise lancé lors du G7 de 2018. ReNew s'est engagée à employer au moins 30 % de femmes d'ici 2030 (moyenne nationale de 11 % pour le secteur de l'industrie en 2026).

Il convient de noter que le pétrole constitue néanmoins le premier poste du commerce bilatéral indo-néerlandais, les Pays-Bas étant le premier importateur de produits pétroliers indiens (8,4 Mds d'importations en 2025-2026).

[Economic Times](#)

Un think tank indien alerte sur les risques sécuritaires de Starlink

Un rapport du think tank Kutniti Foundation met en garde les autorités indiennes contre les risques sécuritaires et géopolitiques liés à l'implantation de la communication par satellites Starlink (SpaceX) en Inde, préconisant une approche réglementaire stricte et protectionniste.

L'étude souligne que cette infrastructure de communication satellitaire peut être utilisée comme un instrument d'influence géopolitique et contourner les réglementations locales grâce à des connexions directes non régulées. Pour préserver sa souveraineté numérique, l'Inde est incitée à favoriser les acteurs nationaux du « New Space » et à imposer des conditions d'accès au marché rigoureuses aux opérateurs étrangers.

De son côté, le gouvernement indien a réaffirmé qu'aucune licence commerciale ne sera accordée dans le secteur des communications par satellites tant que les entreprises candidates ne se seront pas entièrement conformées à l'ensemble de ses exigences en terme de sécurité nationale.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Actualité macroéconomique

Le gouvernement espère tirer 1 Md USD des privatisations cette année

Après PIA en 2025/2026, le Ministre des finances a indiqué vouloir privatiser une douzaine d'entreprises, dont la moitié au cours de la présente année budgétaire, ce qui pourrait rapporter un milliard de dollars au Trésor pakistanais.

[Reuters](#)

Actualité sectorielle

Le groupe chinois Shengtang envisage d'investir 10 M USD au Pakistan

Le groupe Shengtang négocie la signature d'un MoU avec le Ministère de l'industrie et de la production qui le conduirait à investir 10 M USD dans les domaines des infrastructures, du tourisme, des véhicules électriques, du ferroviaire et du développement urbain.

[Business Recorder](#)

Le Pakistan tente de sécuriser ses approvisionnements en hydrocarbures

À la suite de négociations avec l'Iran et les Etats-Unis, le pays a reçu le 14 octobre sa première cargaison de GNL du mois en provenance du Qatar. Deux cargaisons avaient été livrées en septembre et une seconde pourrait l'être ce mois-ci.

Entre le mois prochain et février 2027, le Pakistan devra acheter 10 cargaisons sur le marché international, pour une valeur qui pourrait être supérieure à 1 Md USD.

Parallèlement, le Ministre des finances a annoncé l'ouverture de pourparlers avec la partie saoudienne, visant à obtenir, en contrepartie de son engagement pour la défense du royaume, la ré-activation d'une facilité de livraison de brut avec paiement différé d'une valeur d'au maximum 1,2 Md USD. Il voudrait porter la durée de cette facilité à 15 ans et 6,7 Mds USD.

Bangladesh

Actualité macroéconomique

Le FMI abaisse de nouveau sa prévision de croissance à 3,2 % pour l'année fiscale 2026-27

Dans son World Economic Outlook du 13 octobre, le FMI ramène à 3,2 % sa prévision de croissance du PIB bangladais pour 2026-27 (contre 4,3 % en avril et 3,5 % en juillet). Il rejoint les révisions récentes de la Banque mondiale (3,4 %, contre 4,6 % en avril) et la BAD (4 %, septembre, contre 4,5 % en juillet). Si ce chiffre se confirme, ce serait la croissance la plus faible enregistrée par le pays depuis plus de trente ans. Les prévisions des trois bailleurs restent très en dessous de l'objectif budgétaire de 6,5 %. Le ministre des Finances, Amir Khosru Mahmud Chowdhury, a déclaré ne pas vouloir « débattre » des projections et espère néanmoins atteindre la cible budgétaire. Plusieurs économistes locaux appellent au contraire à prendre ces révisions au sérieux. Le SANEM juge l'objectif « de plus en plus déconnecté des réalités économiques » et décrit un ralentissement structurel plutôt que conjoncturel. Le PRI voit peu de base pour atteindre 6,5 % sans amélioration substantielle de l'investissement et des capacités productives. Il alerte sur un « piège stagflationniste » et plaide pour un appui concessionnel des bailleurs. Le CPD évoque un ralentissement prolongé et une reprise fragile, et demande de rétablir la confiance (politiques prévisibles, assainissement bancaire). Le BIDS préconise quant à lui d'accélérer l'exécution du programme public de développement (ADP).

[The Daily Star](#) – [The Business Standard](#) – [The Daily Star](#) – [The Daily Star](#)

Les attaques contre l'Arabie saoudite font peser un nouveau risque sur les transferts de la diaspora et les importations

Les tirs de missiles et de drones attribués aux Houthis contre l'Arabie saoudite exposent le Bangladesh à un nouveau choc externe. L'attaque contre l'aéroport de Riyadh du 10 octobre a fait deux morts et 27 blessés parmi les Bangladais. L'aéroport de Riyadh est fermé jusqu'au 17 octobre et celui de Dammam fonctionne à capacité réduite. Au moins 100 vols au départ de Dhaka 15 000 passagers sont touchés. Pour les travailleurs qui doivent rejoindre leur poste à une date fixe, un vol manqué menace leur emploi, la validité de leur visa et augmente le coût de leur réacheminement. L'Arabie saoudite accueille environ 3,5 millions de Bangladais. Elle a absorbé plus de 600 000 des 969 000 départs de travailleurs bangladais en 2025-26 (plus de 60 %). Elle est aussi la première source de transferts de la diaspora, essentielle pour soutenir les réserves de change du pays : 5,85 Md USD en 2025-26 (16,4 % du total) d'après la Bangladesh Bank. Les effets des perturbations sur les transferts ne seront mesurables que dans plusieurs mois. Un conflit prolongé réduirait les opportunités d'emploi et pourrait entraîner des retours de travailleurs. Le gouvernement explore de nouveaux marchés d'emploi, y compris pour les travailleurs de retour.

Actualité sectorielle

La Banque mondiale recommande de réformer le système de subvention des engrais

La Banque mondiale recommande de remplacer progressivement les prix administrés des engrais par des prix de marché, accompagnés de coupons pour soutenir les agriculteurs vulnérables. Selon son analyse, les 20 % de plus grands propriétaires fonciers captent environ la moitié des subventions accordées, contre 13 % pour les 40 % les plus petits. Cet écart tient en partie au fait que les grandes exploitations achètent davantage d'engrais. Rapportée au revenu, la subvention pèse en revanche plus lourd pour les ménages pauvres (elles représentent 1,04 % du revenu du quintile le plus pauvre, contre 0,10 % pour le plus riche). La facture de ce programme pèse lourd pour le gouvernement et a presque quadruplé en cinq ans, atteignant environ 280 Md Tk. Le Bangladesh importe plus de 85 % de ses engrais, ce qui l'expose aux variations des prix mondiaux et du taux de change ainsi qu'aux ruptures d'approvisionnement, des risques accrus par le conflit au Moyen-Orient. La Banque mondiale suggère de relier des registres numériques d'agriculteurs à des coupons électroniques en profitant du programme de « cartes agriculteurs » lancé par le gouvernement en avril dernier (2 500 Tk par an pour les agriculteurs sans terre, marginaux et petits). La réussite d'une telle réforme suppose néanmoins d'identifier correctement les bénéficiaires, notamment les agriculteurs sans terre qui cultivent des parcelles louées.

[The Daily Star](#)

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

Une émission obligataire pouvant atteindre 300 M USD sera ouverte à la diaspora

Le gouvernement sri-lankais va lancer le 19 octobre une émission d'obligations libellées en USD d'un montant initial de 100 M USD, pouvant être porté à 300 M USD. Les titres d'un, deux et trois ans seront assortis de taux fixes déterminés par adjudication. Il s'agit de la deuxième émission de ce type depuis la crise de la dette, après une opération d'environ 50 M USD en 2025, principalement destinée aux banques. Le seuil minimal de souscription est abaissé de 1M USD à 10 000 USD, permettant d'élargir l'accès aux particuliers, à la diaspora et aux entreprises.

[Treasury](#)

Actualité sectorielle

Les pertes liées à la mauvaise qualité du charbon atteignent 52,6 M USD

La mauvaise qualité du charbon livré en 2025 et 2026 a entraîné un surcoût estimé à 52,6 MUSD pour Electricity Generation Lanka (EGL), entreprise de production, et le National System Operator (NSO), opérateur du système électrique, deux entités issues de la restructuration de la Ceylon Electricity Board (CEB) en mars 2026. Le NSO a engagé 28,6 MUSD supplémentaires pour acheter de l'électricité afin de compenser les déficits de production, tandis qu'EGL a supporté 24 MUSD de dépenses additionnelles pour l'approvisionnement en charbon, la maintenance et la manutention. En réponse, Lanka Coal Company (LCC) a récupéré 56,6 MUSD auprès de Trident Chemphar Limited, fournisseur du charbon non conforme, en mobilisant les garanties contractuelles et en appliquant des pénalités. Le gouvernement a indiqué que le coût de ces incidents ne serait pas répercuté sur les consommateurs d'électricité. La controverse sur la mauvaise qualité du charbon livré à la centrale de Lakvijaya, à Norochcholai, a conduit à la démission de l'ancien ministre de l'Énergie et à la création d'une commission d'enquête présidentielle sur les procédures d'achat et d'approvisionnement.

[The Morning](#)

Maldives

Actualité macroéconomique

Moody's relève la note souveraine mais souligne la persistance des fragilités budgétaires

Moody's a relevé, le 8 octobre 2026, la note souveraine des Maldives de Caa2 à Caa1, avec une perspective stable, en raison d'une réduction significative du risque de défaut à court terme. Le remboursement du sukuk de 500 M USD en avril et le règlement d'autres engagements extérieurs ont allégé les échéances : le service de la dette extérieure publique et garantie devrait atteindre 428 M USD en 2027, contre près de 1,9 Md USD en 2026. Les obligations de dépôt et de conversion des recettes touristiques en devises, ainsi que les financements des partenaires internationaux, soutiennent les réserves de change. L'agence souligne toutefois la persistance de risques élevés : elle prévoit un déficit budgétaire de 8 à 8,5% du PIB en 2026 et une dette publique supérieure à 100% du PIB au cours des prochaines années. Le renchérissement de l'énergie et des transports, la faiblesse des réserves utilisables et le fléchissement des recettes touristiques continuent de peser sur la solvabilité du pays.

[Moody's](#)

Actualité macroéconomique

Une progression encourageante des engagements d'IDE

Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Emploi Namgyal Dorji a dévoilé les montants d'IDE approuvés via des certificats d'autorisation d'investissements. Au 7 octobre, 229,16 Mds NU (soit environ 2,1 Mds EUR) ont été autorisés tandis que 100 Mds NU (0,91 Md EUR) supplémentaires ont reçu un accord de principe sur l'année. Ces chiffres représentent déjà 65,8% du montant cible pour 2029 fixé par le gouvernement mais ils ne représentent que des engagements et non des décaissements jusqu'ici. Le Ministre a souligné, dans un contexte de concurrence des émergents pour attirer l'IDE, l'importance désormais de traduire ces engagements en investissement.

Business Bhutan

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>